

MINISTÈRE DES MINES ET DES HYDROCARBURES

Arrêté ministériel n° 00 933 /2010

Fixant le montant du droit de délivrance du Certificat de Conformité de Substances Minérales à exporter

Le Ministre des Mines et des Hydrocarbures ;

- Vu la Constitution ;
- Vu l'Ordonnance n° 2009-001 du 17 mars 2009 confiant les pleins pouvoirs à un Directeur Militaire ;
- Vu l'Ordonnance n° 2009-002 du 17 mars 2009 portant transfert des pleins pouvoirs à Andy Nindigwajirina ;
- Vu la décision expresse dans la lettre n° 94-CC/CS du 18 mars 2009 de la Haute Cour Constitutionnelle ;
- Vu l'Ordonnance n° 2009-012 du décembre 2009 relative à l'adoption du régime de la Transition vers la Ve République ;
- Vu la Loi n° 99-022 du 19 Août 1999 portant Code minier, modifiée par la Loi n° 2005-021 du 17 octobre 2005 ;
- Vu le Décret n° 2009-1308 du 20 décembre 2009 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition ;
- Vu le Décret n° 2009-1161 du 08 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 2009-1221 du 05 octobre 2009 fixant les attributions du Ministre des Mines et des Hydrocarbures ainsi que l'organisation générale de son Ministère ;
- Vu le Décret n° 2006-910 du 19 décembre 2006 fixant les modalités d'application de la Loi n° 99-022 du 19 août 1999 portant Code minier modifiée par la Loi n° 2005-021 du 17 octobre 2005 ;

Sur proposition du Directeur des Mines,

ARRÊTE :

Article premier : Les dispositions de l'article 2 de l'Arrêté n° 22088/2004-MEM/SG/DG/DMG du 15 Novembre 2004 fixant le montant du droit de délivrance du certificat de conformité de substances minérales à exporter sont modifiées telles qu'il suit :

Article 2 : En application des dispositions de l'article 393 du décret d'application 2006-910 du 19 décembre 2006 susvisé, le montant du droit de délivrance de certificat de conformité par dossier de déclaration est fixé à

Envoy commercial :

0,2 % de la valeur d'envoi déclarée si celle-ci est supérieure ou égale à cinquante millions Ariary (Ar 50.000.000) et

Cent Mille Ariary (Ar 100.000) si celle-ci est inférieure à cinquante millions Ariary (Ar 50.000.000) ;

Envoy non commercial :

Cinquante mille Ariary (Ar 50.000)